



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne Parc Bradfer - CS 70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 09/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ERELIA 1 SAS**

Les Jardins de BraboisII  
3 allée d'Enghien-CS 50150  
54600 Villers-Lès-Nancy

Références : EK-211/2025  
Code AIOT : 0006209398

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement ERELIA 1 SAS implanté 00 54450 Repaix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "Mesures ERC"

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ERELIA 1 SAS
- 00 54450 Repaix
- Code AIOT : 0006209398

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien "Erelia 1" est composé de 16 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2MW et d'une hauteur (mât + nacelle) de 80m. Ce parc bénéficie du principe de l'antériorité par donné acte du 20/08/2012.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	12 mois
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Affichage des prescriptions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
5	Incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
6	Garantie financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R515-101-I	Sans objet
7	Renouvellement des garanties financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-2-V	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental de 2021 démontre un impact du parc sur les oiseaux et les chauves-souris. Des mesures de réduction de cet impact ont été mises en place par l'exploitant. Toutefois, un nouveau suivi n'a pas été réalisé pour démontrer l'efficacité de ces mesures. Un nouveau suivi est programmé par l'exploitant pour l'année 2025.

Concernant l'acte de cautionnement, à la date de rédaction du rapport, le renouvellement de

l'acte de cautionnement n'a pas été transmis alors que cela doit être réalisé au plus tard 3 mois avant son échéance. L'exploitant est tenu de transmettre l'acte dans un délai de 15 jours.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.  Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.  Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2021, qu'il a transmis à l'inspection.  Le parc ERELIA 1 est situé à proximité immédiate du parc éolien ERELIA 2. 2 éoliennes du parc ERELIA 2 sont enclavées au sein du parc ERELIA 1. Les deux parcs appartiennent au même exploitant, qui a fait le choix d'effectuer un suivi environnemental commun.  L'exploitant a donc pris en compte un total de 22 éoliennes. Le nombre d'éoliennes à contrôler pour le suivi de la mortalité a été déterminé par échantillonnage, conformément au protocole national de suivi environnemental. 8 éoliennes ont ainsi été sélectionnées. L'inspection note que l'exploitant ne justifie pas le choix des éoliennes retenues.  Au total, 27 passages ont été réalisés entre mi-novembre 2020 et mi-mai 2021 (soit entre la semaine 46 et la semaine 20). L'inspection constate que la période de suivi ainsi que le nombre de prospections sont conformes aux exigences du protocole national.  5 cadavres d'oiseaux, appartenant à 4 espèces différentes, ont été retrouvés au cours du suivi. L'inspection relève que les 4 espèces concernées sont protégées : le Milan noir, le Martinet noir, le Faucon crécerelle et la Buse variable. Le Faucon crécerelle figure en outre parmi les 15 espèces patrimoniales sensibles identifiées par la DREAL Grand Est.

4 cadavres de chauves-souris ont également été retrouvés.

Lors du précédent suivi, réalisé en 2020, 6 chauves-souris et 5 oiseaux avaient été retrouvés, dont 2 Milans royaux et 1 Milan noir. Par ailleurs, l'inspection précise que l'exploitant a signalé la découverte d'un cadavre de Milan royal le 3 décembre 2024, au pied d'une éolienne du parc ERELIA 2.

Le suivi conclut à un impact significatif du parc sur les oiseaux et les chauves-souris, et souligne la nécessité de mettre en œuvre des mesures de réduction. Il met également en avant un enjeu très fort concernant le Milan royal.

L'exploitant a indiqué, lors de la visite, que des mesures de réduction en faveur des oiseaux et des chauves-souris ont été mises en place sur le parc. Toutefois, l'inspection constate qu'aucun suivi n'a été reconduit pour en évaluer l'efficacité. L'exploitant précise néanmoins qu'un nouveau suivi est programmé et doit débuter dans un délai d'un mois. À l'issue de la visite, il a transmis un bon de commande validé en date du 18 décembre 2024.

Un système de bridage dynamique de type SDA est installé sur l'ensemble des éoliennes des deux parcs, actif du 15 mars au 15 novembre. L'exploitant ne précise toutefois pas les paramètres exacts de ce système.

Un plan de bridage en faveur des chauves-souris est également en place, portant sur quatre éoliennes situées à moins de 200 mètres d'une lisière. L'inspection observe que ces quatre éoliennes sont celles où des cas de mortalité ont été relevés. Elle note également que d'autres éoliennes, situées à moins de 200 mètres d'une lisière, ne sont pas bridées, sans justification, et n'ont pas fait l'objet d'écoutes en hauteur. Par ailleurs, l'exploitant ne démontre pas que le plan de bridage en place permet d'atteindre un niveau de préservation de 90 % de l'activité des chauves-souris présentes sur le parc, conformément aux préconisations de la DREAL, en fonction de la température, de la vitesse du vent et des horaires.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit effectuer un nouveau suivi environnemental afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en place, dans un délai de 12 mois. Le choix des éoliennes retenues pour le suivi de mortalité et le suivi en hauteur des chauves-souris doit être argumenté.

L'exploitant doit également transmettre les paramètres de son système de détection et d'arrêt (SDA), a minima le gabarit des oiseaux ciblés ainsi que la distance de détection au regard du type d'oiseaux à protéger, de la réponse du système de détection et de la vitesse d'arrêt des machines. Un taux de détection d'au minimum 80 % doit être démontré par des essais, sur la base d'un protocole adapté au parc, à la zone d'implantation et aux objectifs de performance attendus.

Concernant le bridage en faveur des chauves-souris, l'exploitant doit démontrer que le bridage mis en place permet une préservation d'au moins 90 % de l'activité de celles-ci, au regard de l'activité en fonction des horaires, de la température et de la vitesse du vent et étendre cette analyse pour l'ensemble des éoliennes situées à moins de 200 m des lisières de forêt.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise, le jour de la visite, avoir téléversé dans l'outil de "dépôt légal de données de biodiversité" les données collectées dans le cadre de son suivi environnemental. Toutefois, il n'est pas en mesure de fournir le certificat associé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu de fournir le justificatif permettant de démontrer qu'il a téléversé, dans l'outil de "dépôt légal de données de biodiversité", les données collectées dans le cadre de son suivi environnemental, dans un délai de 7 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

## N° 3 : Accès aux aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les éoliennes, visitées par sondage le jour de l'inspection, sont

maintenues fermées à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Affichage des prescriptions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Affichage des prescriptions
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]         « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la présence, devant les aérogénérateurs visités par sondage le jour de l'inspection, de panneaux comportant l'ensemble des informations mentionnées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.         [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la présence d'un extincteur au pied des aérogénérateurs visités par sondage le jour de l'inspection. Ces extincteurs sont visibles, facilement accessibles et contiennent des agents d'extinction adaptés.  L'exploitant précise qu'un extincteur est également présent au sommet des aérogénérateurs, l'inspection ne s'y est pas rendue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Garantie financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R515-101-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garantie financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement pour son parc en date du 08/07/2020 et valable jusqu'au 31/07/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Renouvellement des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-2-V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garantie financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  V.- Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de renouveler cet acte au moins trois mois avant son échéance, soit avant le 01/05/2025. Or à la date de rédaction de ce rapport, cette date est dépassée sans que l'acte n'ait été transmis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de régulariser la situation en transmettant son nouvel acte de cautionnement sous un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite